

L'EDITO

Véronique Lamquin

UNE CONFUSION QUI ROMPT LA CONFIANCE

En matière budgétaire, le sur-réalisme n'a pas droit de cité. C'est pourtant le piètre tableau que nous ont donné à voir, mardi, les dirigeants du Royaume. Les Régions ont donc appris d'un simple mail qu'elles étaient priées d'allonger 750 millions de plus que prévu. Hier matin, au SPF Finances, elles ont, en vain, cherché à comprendre la méthode de calcul, les paramètres de l'équation et le mode de répartition de l'effort (qui semble avantager la Flandre). Durant la rencontre, une erreur (en leur défaveur) de 111 millions aurait été avouée ; le conditionnel est de rigueur car l'information a ensuite été démentie. En revanche, d'autres mauvaises surprises seraient annoncées. Pendant ce temps, les spécialistes de la LSF disaient leur

trouble, tandis que les experts de la majorité suédoise s'emmêlaient les pinces. Faut-il rappeler les autres couacs du seul mois de mars : les 700 millions séparant, à une semaine d'intervalle, les prévisions du Comité de monitoring et du Conseil supérieur des Finances, tous deux ignorant la correction des 750 millions ; ou les 400 millions d'erreur à l'Office national des pensions ?

Pareil cirque est totalement inacceptable de la part de responsables politiques. Où est le fédéralisme de coopération ? Une rencontre avec les Régions, nourrie d'informations précises, s'im-

Si chaque chiffre est contesté, l'Etat deviendra ingérable

posait. La situation est par ailleurs indigne d'un Etat bien géré. Comment est-il possible que les chiffres fluctuent autant et si vite, sans que des explications claires ne puissent être fournies ? Le cafouillage actuel est surtout dangereux pour la Belgique. Car la confiance entre ses niveaux de

pouvoir est rompue. Les majorités régionales et fédérale se regardaient déjà en chiens de faïence, voire se mettaient des bâtons dans les roues - un lamentable jeu politique. Cette fois, la suspicion s'est installée à l'égard d'institutions fédérales comme le SPF Finances, le Comité de monitoring... Or, la réforme de l'Etat dope les Régions, qui gèrent désormais 63 milliards d'euros, mais dépendent quasi totalement du fédéral pour les estimations budgétaires, le versement de leurs moyens et la perception de leurs impôts. Si chaque chiffre est contesté, légitimement ou par simple principe de précaution, par les entités fédérées, l'Etat sera ingérable. Mais la confiance est aussi un élément clé de la démocratie. La défiance du citoyen envers la politique atteint déjà des niveaux inquiétants ; pas sûr que le spectacle de ces dernières heures ne l'incite à revoir son jugement. D'autant qu'in fine, la note, c'est lui qui la paiera.